

## SOCIOLOGIE POLITIQUE DE L'AFRIQUE NOIRE

JEAN-CLAUDE PAUVERT

### L'évolution politique des Ewé

L'union de l'ancien Togo britannique et du Ghana maintenant indépendant, la transformation de l'ancien Togo français en République autonome n'ont pas suffi à résoudre un problème qui est maintenant vieux de plus d'un demi-siècle et conserve toute son acuité : celui de l'ancien Togo allemand et de l'avenir des Ewé, exposé en 1947 devant les Nations Unies comme « la simple requête d'une tribu d'un million de personnes de pouvoir vivre ensemble sous un même toit, administrée par un même gouvernement, et d'atteindre ainsi la paix et la prospérité »<sup>1</sup>. Il avait été formulé en termes semblables au siège de la Société des Nations en 1920<sup>2</sup> ; il remonte au Traité de Berlin qui avait consacré le partage de la Côte des Esclaves et de son *hinterland* entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. En 1957, ce que l'on peut appeler le mouvement ewé est plus vivant que jamais et il est à l'origine aussi bien de la tendance qui s'opposait et s'oppose encore à l'union du Togo sous tutelle britannique et de l'ancienne Gold-Coast (maintenant réalisée) que de l'opposition nationaliste à laquelle se heurte le gouvernement de la nouvelle République Autonome du Togo.

L'importance du rôle politique joué par le groupe ewé paraît s'expliquer dès l'abord à la fois par son importance numérique et par sa situation géographique. Il représente en effet 16,6 % de la population de l'ancienne *Colony* (sud de la Gold-Coast), soit 12,6 % de la population totale du nouveau Ghana, et 36,1 % de la population totale de la République du Togo. La majeure partie des Ewé occupe le littoral compris entre la basse vallée de la

<sup>1</sup> Seconde session du Conseil de tutelle, New York, décembre 1947.

<sup>2</sup> Conférence du Comité exécutif de la Société des Nations et des délégués du *National Congress of West Africa*, le 8 octobre 1920.

II

O. R. S. T. O. M.

Collection de Références

n° 11800

Volta à l'ouest et celle du Mono à l'est, et l'arrière pays sur une profondeur de 150 kilomètres, c'est-à-dire les régions les plus riches des deux anciens Togo, de même que celles où s'est effectué le trafic commercial avec les Européens depuis trois siècles.

Les tableaux I et II montrent la répartition des Ewé et leur pourcentage dans les différentes circonscriptions administratives

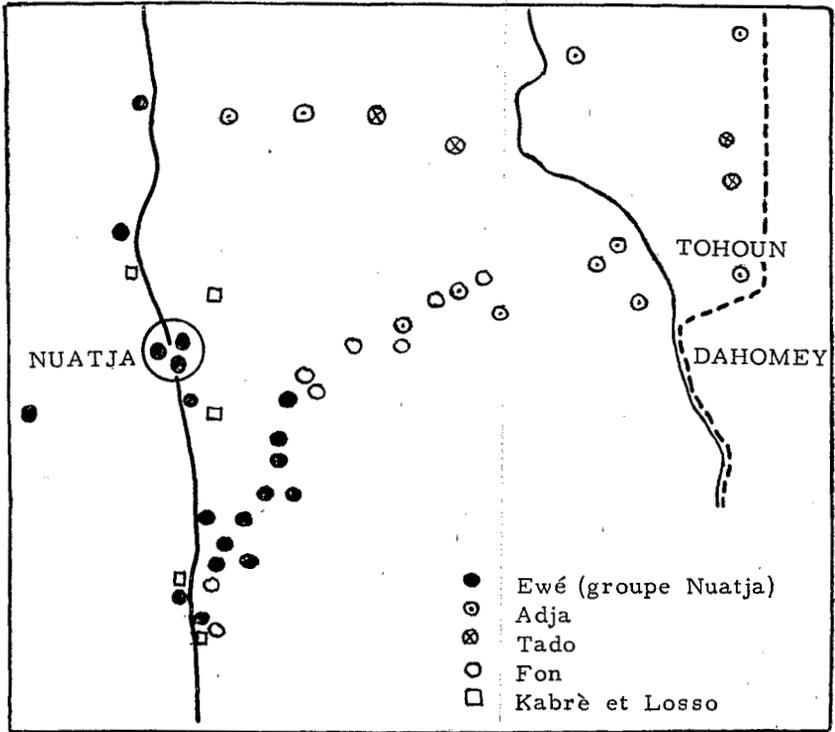


FIG. 1.

Appartenance ethnique des villages de la région de Nuatja.

du Ghana et de la République du Togo. Pour cette dernière, il a été plus difficile de fournir des chiffres précis, du fait que la dénomination « ewé » n'est pas toujours appliquée aux mêmes groupes ethniques<sup>3</sup>. Nous avons arrêté ceux qui sont donnés ci-dessous en

<sup>3</sup> C'est ainsi que le nombre des Ewé de l'ancien Togo français a été évalué tantôt à 411 749 (par l'Administration française en 1945), tantôt à 290 000 (également par l'Administration, à la 13<sup>e</sup> réunion du Conseil de tutelle, en 1947), à 176 000 (chiffre fourni par le représentant de la France à l'O.N.U. et admis par le Conseil de tutelle), alors que les leaders ewé l'évaluent généralement à 400 000 environ.

fonction des caractéristiques culturelles exposées plus loin ; ces chiffres n'ont pas de valeur absolue du point de vue de l'étude politique faite ici, certains groupes comme les Mina ayant un rôle notable dans le « mouvement ewé » et n'entrant cependant pas dans le groupe ewé tel qu'il est quelquefois strictement défini du point de vue historique, linguistique et culturel.

La carte ci-contre montre, à titre d'exemple, l'interpénétration de différents groupes (Ewé de Nuatja, Tado, Fon, Adja) dans le sud du cercle d'Atakpamé, autour de l'ancien centre de dispersion des Ewé (Nuatja), c'est-à-dire dans une région où les statistiques et les cartes officielles ne font généralement pas état de la présence d'Ewé.

Sans reprendre ici la controverse déjà ancienne sur la parenté réelle des différents dialectes ewé, nous noterons seulement que tous ceux-ci ont une souche commune, et que malgré les contacts établis entre les différents groupes ewé et leurs voisins au cours de leurs migrations vers l'ouest et le sud, cette même origine est encore apparente. « Il est impossible de légitimer la création d'une frontière ethnique ou linguistique en un point quelconque de la région comprise entre le fleuve Volta et le fleuve Ouémé<sup>4</sup>. » C'est également ce qui ressort des anciens travaux d'Ellis, Spieth et Westermann. Aucune classification linguistique n'empêche un Togolais de se faire comprendre aussi bien à Ho qu'à Kéta, à Nuatja ou à Lomé, et c'est cette réalité qui importe du point de vue de la sociologie politique où nous nous plaçons ici.

Elle est liée au critère que nous avons adopté et selon lequel nous réservons le terme d'ewé pour tous les groupes ayant séjourné à Notché (Nuatja) et chez lesquels on retrouve toujours très vivace la tradition de cette commune origine. Elle n'est pas incompatible avec le fait que les différents groupes ewé, après s'être établis dans leur habitat actuel, se sont trouvés au contact de groupes autochtones ou voisins, ainsi que des Européens, ce qui a provoqué l'évolution de leur langue. Du fait des relations économiques intenses qui s'étaient établies entre certains groupes ewé et les commerçants européens (c'est le cas en particulier d'une part des Anlo de Kéta et de la Basse-Volta, d'autre part des habitants du littoral entre Porto-Séguro et Ouidah), la langue aussi bien que la chefferie de

<sup>4</sup> R. P. J. Bertho, « La parenté des Yoruba aux peuplades du Dahomey et du Togo », in *Africa*, 19, 2, Apr. 1949, p. 132. — Dans cette étude très succincte, J. Bertho rejoint cependant Herskovits, dont il cite l'opinion selon laquelle l'erreur commune serait d'identifier l'un des dialectes avec la langue ewé proprement dite (*Dahomey*, New York, 1938, vol. II, p. vii). Les missionnaires allemands ont effectivement fixé le dialecte ewé dans la région Ho-Peki, alors que les missionnaires établis dans la région d'Anécho (Mission méthodiste) ont beaucoup moins poussé ce travail. Mais cela ne suffit pas à permettre de nier la parenté linguistique entre les dialectes de ces deux régions.

Tableau I. — EWÉ DU GHANA

	Population totale	Ewé	% d'Ewé
<b>1. Colony :</b>			
Accra .....	224 771	20 531	9,1
Ahanta-Ndzima .....	179 812	13 894	6
Akwapim .....	113 850	4 435	4
Birim .....	370 761	21 668	6
Cape-Coast .....	495 369	7 434	1,4
Volta-River .....	164 782	53 030	33,5
Wasaw-Aowin .....	131 414	1 946	1,5
Sefwi .....	65 208	339	
Kéta Ada .....	304 268	245 380	80,6
	2 222 810	368 657	16,6
<b>2. Ashanti :</b>			
Kumasi .....		4 500	
Autres districts .....	818 494	2 087	
<b>3. Northern territories :</b>			
Krachi .....		1 600	
Autres districts .....	1 076 696	998	
<b>4. Togoland :</b>			
Ho .....		137 093	
Autres districts .....	382 768	273	
	4 501 218	516 838	12,6 %

Tableau II. — EWÉ DE LA RÉPUBLIQUE DU TOGO

Cercles	Groupes ethniques					Population totale au 31-12-1956
	Ewé de l'ouest	Ouatchi	Ahoulan	Total	Mina	
1. Lomé .....	46 500	3 200	10 800	60 500	6 500	80 416
2. Tsévié .....	86 600	85	1 100	87 785	450	96 652
3. Palimé .....	55 000	150	600	55 750	500	60 128
4. Anécho .....		126 800		126 800	48 750	186 138
5. Atakpamé .....	1 150	10 800	150	12 100	170	128 964
6. Autres cercles ...	100			100	680	860
	189 350	141 035	12 650	343 035	57 050	1 084 030

*Note.* Les chiffres du tableau I sont ceux du recensement général de 1948. Il n'en a pas été fait depuis ; mais des estimations effectuées par le Service de Statistiques de Gold-Coast montraient en 1946 une augmentation de l'ordre de 14,8 %, ce qui porterait le nombre des Ewé du Ghana à près de 590 000 sur une population totale de 4 691 000 habitants.

Les chiffres du tableau II correspondent aux recensements les plus récents de l'Administration.

ces groupes ont été acculturés<sup>5</sup>. C'est ainsi que les apports « guin » dans la région d'Anécho ainsi que l'adoption de nombreux termes français ou anglais, ont fait du « mina » une langue politique et commerciale assez répandue sur la côte, puis dans l'intérieur, l'ewé de Ho étant plutôt la langue littéraire et d'enseignement fixée par la mission de Brême.

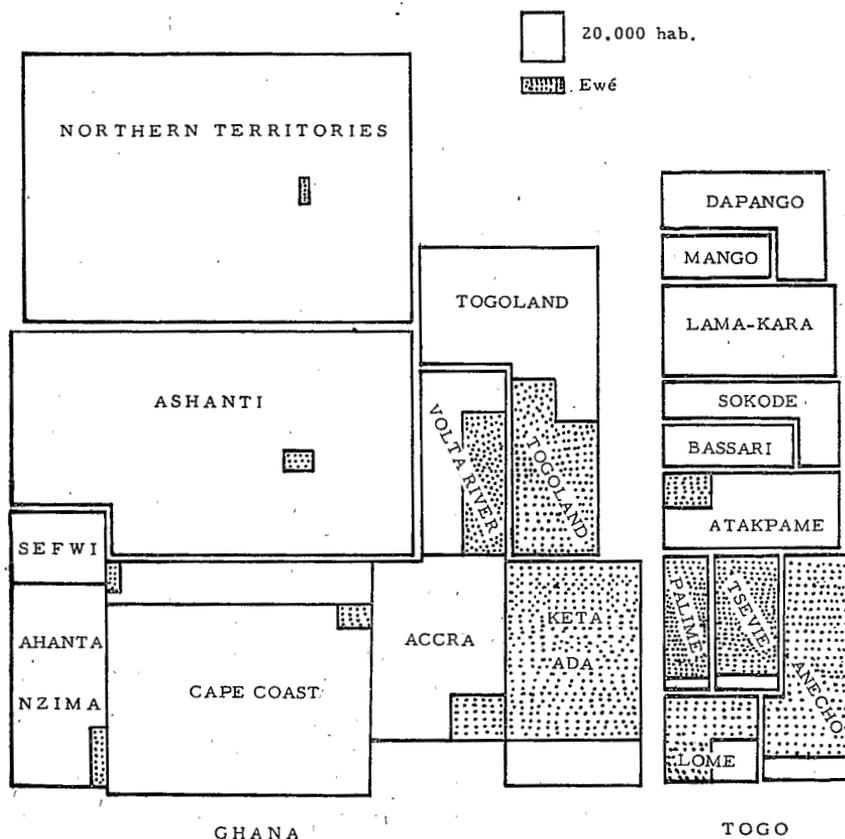


FIG. 2.

Répartition des Ewé dans les différentes circonscriptions administratives.

Un exemple des transformations apportées à la chefferie par les contacts avec les Européens est fourni chez les Glidji. Les bateaux

<sup>5</sup> Il y a eu également des contacts entre les Ewé et les populations akan de Gold-Coast. Il a été suggéré que la langue gâ a été formée d'un mélange d'akan et d'ewé (Cf. Migeod, *Languages of West Africa*, I, p. 40). — Comme le note W. E. F. Ward (in *A History of the Gold Coast*, p. 32), « même si le Gâ est un mélange de Twi et d'Ewé, il ne s'ensuit pas nécessairement... que la population elle-même a été formée d'un mélange semblable ».

marchands qui mouillaient en cet endroit payaient un « droit de plage » au roi de Glidji par l'intermédiaire du chef de la plage que les Portugais nommaient *cabaceros*. Cette place d'intendant était naturellement l'objet de nombreuses rivalités qui interférèrent avec la transmission coutumière de la chefferie<sup>6</sup>. Ces différends se traduisirent en particulier par l'opposition des Lawson à la famille régnante des Adjigo. La concurrence entre commerçants portugais, anglais et allemands jouait également son rôle.

Il faut également noter ici la prépondérance de ce que l'on peut appeler « l'élite brésilienne » de la région d'Agoué, c'est-à-dire des grandes familles ayant pour ancêtres les originaires de la basse vallée du Mono exilés au Brésil comme esclaves et dont la descendance, revenue au pays natal, a constitué une aristocratie économique et intellectuelle dont on retrouve certains éléments à la pointe de la vie politique au Togo et au Dahomey.

Chez les Anlo de Kéta et dans les groupes ewé de la Basse-Volta comme chez les Guin, le trafic commercial avec les Européens provoqua pendant longtemps l'affaiblissement de la communauté politique coutumière. Les premiers groupes ewé ayant réussi à atteindre le littoral (à Kéta) empêchèrent les Ewé de l'intérieur de les rejoindre, voulant conserver le monopole de leurs relations avec les Européens, d'où les luttes intestines, provoquant des alliances avec d'autres groupes ethniques ou avec les Européens. C'est ce qui explique en particulier l'alliance des Anlo avec les Ashanti contre les Ewé de Peki<sup>7</sup>.

Compte tenu de ces phénomènes d'acculturation qui localement ont pu affecter le système politique traditionnel chez les différents groupes ewé de l'ouest ou de l'est, on peut retrouver encore actuellement chez tous (Ewé de Peki, Ho, Palimé; Anlo; Ouatchi, Nuatja; Bé)<sup>8</sup> le schéma de mêmes institutions relatives à la royauté et à la chefferie. Et l'exposé rapide de cette organisation politique montrera qu'il est légitime de parler d'une culture ewé à laquelle toutes les populations ayant séjourné à Nuatja, restent attachées<sup>9</sup> et avec laquelle les Mina ont de nombreux traits communs.

<sup>6</sup> Une chanson traditionnelle résume ces faits : « *mana mana yé gba Gédua, Anyigbanu mana mana ye gba Gedua* » : c'est l'avarice, le fait de ne pas rendre le tribut qui a rompu l'union des Gè (Guin). Il existe un clan (les Ane ou Adjigo) des anciens chefs de la plage d'Anécho et des percepteurs des droits de douane pour le compte des rois de Glidji.

<sup>7</sup> Les Anlo embrassent aujourd'hui en majorité le parti C.P.P. de Nkrumah, alors que les Peki sont en majorité partisans de la *All Ewe Conference*. Nous reviendrons sur cet aspect contemporain de luttes anciennes.

<sup>8</sup> Et également chez les Mina.

<sup>9</sup> De nombreux modèles religieux sont également communs à tous ces groupes et, en particulier, l'institution politico-religieuse des *togba yigblan*, maîtres de la terre.

*L'organisation politique ewé coutumière et son évolution.*

Le système ewé se caractérise, partout, par une certaine forme de démocratie monarchique laissant aux différents groupements locaux une indépendance presque complète. Ces groupes locaux, fondements de la structure du peuplement ewé aussi bien que de ses institutions politiques, sont les *dukowo*. Le *duko* correspond au *démos*, à la notion de peuple, en tant que groupement local bien défini (et dans ce cas le *duko* désigne les groupes de migration, tribu et groupe de guerre conduits par un chef politique et militaire). Par extension, on parle également du peuple ewé dans sa totalité sous le terme d'*Ewé duko* ; c'est l'expression qu'emploient les Ewé pour se désigner ; par ailleurs, les *dukowo* représentent encore de nos jours les collectivités ayant une personnalité politique : « le système politique ewé est basé sur un certain nombre de communautés territoriales indépendantes qui sont étroitement unies. Ces groupes indépendants sont connus comme *dukowo*. A la période présente de notre développement ce sont ces communautés qui formeraient les unités de gouvernement local. Dans l'état d'Anlo par exemple, Avenor, Mafi, Some, Aflao, etc., seraient chacun développés pour former une unité de gouvernement local »<sup>10</sup>. Dans la partie de l'ancienne Gold-Coast formant la *Colony*, on trouve vingt-deux groupements de ce type : Aflao, Dsodje, Wenyi, Hevi, Kliko, Agbosome, Awuna (Anlo), Afife, Weta, Aveno, Agave, Mafi, Mepe, Hume, Supke, Tefle, Bato, Volo, Dofu, Fodsoku, Krepe. Il en est de même chez les Ewé de Ho et de Palimé, aussi bien que chez les Mina d'Anécho ; chez ces derniers on reconnaît les *dukowo* des Tougan, Adjigo et Ela.

C'est dans le cadre de ces unités politiques primaires que se distinguent les groupements familiaux du type lignage majeur, les *hlon*<sup>11</sup>, *kota* chez les Mina. Dans le *duko* des Awuna, par exemple, chez les Anlo, on distingue quatorze *hlon* : Adjovia, Bati, Lapi, Bame, Amladi, Tsiamo, Agave, Rovi, Klevi, Werpermer, Dzevi, Hlersopi, Ami. Les membres de chacun de ces groupements remontent tous à un même ancêtre et possèdent souvent un interdit commun (les Adjovia par exemple n'ont pas le droit de manger le poisson dont

<sup>10</sup> D. A. Chapman, *The Ewe News-Letter*, n° 13, mai 1946. — Sous ce nom a paru, en 1946-1948, un bulletin d'informations, rédigé en anglais, créé par un des premiers leaders du mouvement ewé en Gold-Coast, D. A. Chapman. Celui-ci, qui est maintenant directeur du cabinet de N. Nkrumah, a considéré qu'en fin de compte la meilleure solution au problème ewé était l'intégration au Ghana indépendant.

<sup>11</sup> Qui se retrouve également dans l'organisation sociale des Adja de la région Tado-Tététo.

leur groupement porte le nom). Ces groupes ont une certaine importance du point de vue de l'organisation politique, car le chef du *duko*, le *dufio* ou roi, est toujours choisi dans le même lignage majeur (quelquefois, à tour de rôle, dans deux ou trois d'entre eux). Ce système se retrouve aussi bien chez les Ewé de l'ouest que chez les Mina et Ewé de Glidji, ou chez ceux de Nuatja. Chez ces derniers, le roi est toujours du lignage *glédomé* ; à Glidji, du lignage *gbéjigbo-hohoé*. Ces lignages majeurs sont également des groupements essentiels sur le plan religieux : les prêtres qui officient auprès du fétiche du *duko*, les *fiatowo*, sont toujours membres du même *hlon*. Notons seulement ici, pour y revenir plus loin<sup>12</sup>, que ces *fiatowo* choisissent le roi, jouant ainsi un rôle politique fondamental qui s'exerce encore actuellement.

Ces lignages constituaient vraisemblablement autrefois des groupements locaux compacts, fixés au terme de leur migration dans des établissements bien définis territorialement ; mais leurs membres sont actuellement dispersés et ils ne représentent plus ces unités résidentielles homogènes ; on ne peut qu'en retrouver la trace dans les villes ou villages actuels. A Nuatja, par exemple, le diagramme ci-contre montre que les membres d'un même *hlon* ont maintenant en grande partie quitté leur quartier d'origine. Ce fait apparaît également dans le cadre plus vaste d'un canton entier, tel celui d'Agouévé (Ewé de la région de Lomé). Le canton est une unité administrative, qui peut, lorsque la chefferie a été respectée, correspondre à un groupe politique traditionnel du type *duko*. C'est le cas de ce canton d'Agouévé, qui montre par ailleurs que même si cette homogénéité politique primaire s'est maintenue, les unités administratives de base, les villages, ne correspondent plus ni aux lignages majeurs ni aux unités résidentielles que sont les *kopé*<sup>13</sup>. Le *kopé* ewé est, au moment de sa formation, une ferme, occupée par les quelques membres d'un lignage qui ne trouvaient plus de terres autour de leur village d'origine. Le *kopé* tend à devenir ensuite un groupe indépendant, et, lorsque son développement est suffisant, il constitue lui-même un village. C'est ainsi que le centre d'Agouévé a éclaté progressivement en segments résidentiels secondaires, chaque quartier de ce centre de dispersion (c'est-à-dire chaque lignage) essaimant dans l'ensemble du canton. Ce schéma se complique du fait qu'à la longue, des membres de plusieurs lignages ont pu se rejoindre dans un même groupe de fermes ou *kopé*, reconnu comme village par l'Administration. Or dans ce cas il faut souligner que les ressortissants d'un lignage (*hlon*) tiennent encore

<sup>12</sup> Cf. ci-dessous, page 172.

<sup>13</sup> Le *kopé* est également chez les Ewé de l'est l'élément caractéristique de la forme d'occupation du sol. On le trouve chez les Fon sous le nom de *gléta*.



à être distingués de ceux d'un autre ; et ils mettent à leur tête un chef ne relevant que du chef de clan et du chef de canton (le *dufo*, si l'Administration a choisi le chef coutumier). Et dans un village du canton d'Agouévé, tel celui de Togblekopé, on trouve des membres des différents lignages Houmbi, Dekamé, Kpatefi, Atchavé, ayant chacun leur chef. L'Administration, éprouvant dans ces conditions de réelles difficultés — en particulier pour la perception

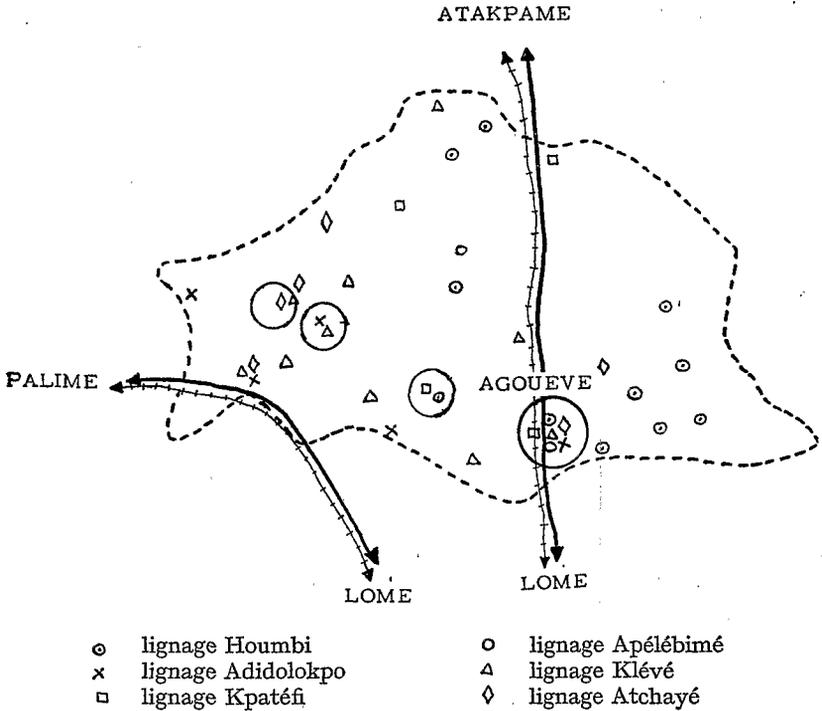


FIG. 4. — Le canton d'Agouévé.

de l'impôt — préféra naturellement choisir un chef de village responsable des relations avec la population.

Cet exemple confirme le fait que le segment politique primaire coutumier était et reste le lignage majeur ; ajoutons que les membres d'un même lignage majeur ont en commun un même culte *tron* ; cela est vrai aussi bien chez les Ewé de l'ouest que chez ceux de l'est. (Chez les Mina, c'est le *kota vodou*.) Ce segment politique a ainsi également une structure religieuse<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> *Tron* est le terme ewé correspondant au *vodou*. Rappelons brièvement que la traduction de ces mots par fétiche (adoptée par exemple par Le Hérisse)

Les groupements du type *duko*, formés à la faveur des migrations successives effectuées par de petits groupes, n'étaient guère compatibles avec la survivance d'institutions centralisées et étatiques. On a, en fait, souvent noté qu'il n'y a jamais eu un royaume ewé comparable à ceux qui se sont développés au Dahomey, ou à une confédération soumise à un pouvoir central comme l'ensemble politique ashanti. Le groupe politiquement structuré, chez les Ewé, c'est le *duko*, la tribu, qui peut être très restreint<sup>15</sup>. Le *duko* chez les Ewé est une personne juridique et politique comparable à la *civitas* ou mieux aux *demos*. Et les leaders ewé insistent encore actuellement sur cet élément essentiel de leur système politique coutumier et sur la place qu'il tient dans leurs aspirations et dans leur programme actuel : « nous désirons avoir le droit de constituer une unité cohérente comme les Ashanti, mais... en harmonie avec nos propres traditions et aspirations... Chaque état local est extrêmement jaloux de son indépendance. La solution est un système fédéral, et il peut être réalisé sans atteinte à la dignité d'aucun état »<sup>16</sup>.

Il est certain que les migrations ewé ont favorisé la constitution de ces tribus en groupements fermés sur eux-mêmes, les conséquences de la traite des esclaves et de l'intervention commerciale européenne aggravant cette ségrégation<sup>17</sup>.

Le caractère démocratique de la société ewé est lié à cette structure homogène et close du *duko*, les différents *dukowo* étant solidaires mais généralement indépendants les uns des autres, et leurs membres conservant par ailleurs d'étroites relations économiques, religieuses ou familiales (du fait des mariages entre *dukowo*). Même le fait que le roi de la tribu soit toujours choisi dans le même lignage ne doit pas faire douter de ce caractère démocratique. A la différence de la société akan, par exemple, la société ewé ne se carac-

n'est qu'approximative. Le *vodou* est, chez les populations d'origine nigérienne du Dahomey et du Togo, l'essence divine, le pouvoir qui peuvent être fixés dans tel ou tel support matériel objet de culte.

<sup>15</sup> Certains *dukowo* ne comptent actuellement que quelques centaines d'individus ; tels les Woadze de l'ancien Togo britannique, qui n'en ont pas moins manifesté leur personnalité politique actuelle en se déclarant en faveur de l'unification des Togo, soulignant leur appartenance au groupe ewé, leur chef, le *fia* (roi) nani Yadjoa IV rappelant la migration de sa tribu à partir de Nuatja en compagnie de deux autres *dukowo*, les Have et les Goviewé.

<sup>16</sup> D. A. Chapman, *Ewé News-Letter*, n° 10, Feb. 1946, p. 2.

<sup>17</sup> Il ne faudrait pas cependant négliger le fait que même au Dahomey où a existé une organisation centralisée, le village constituait une unité politique souvent très individualisée. Le Hérissé et à sa suite Herskovits ont insisté sur le fait qu'on appelait « roi, *to hósou*, tout chef de village » (comme chez les Ewé le *to gan*). Cf. *Dahomey (op. cit.)*. Herskovits note également les similitudes entre le système de parenté dahoméen et celui des Ewé de Glidji étudié par Westermann ; cf. *ibid.*, I, p. 158.

térise pas par l'existence d'une opposition entre une classe aristocratique (*mmpeninjo*) et une classe inférieure (*mmerante*), la première ayant le privilège du trône. Le *fi* (roi) ewé est toujours élu par les représentants des différents lignages du clan et des segments familiaux, il est responsable devant ces notables de son administration.

Ce fractionnement des segments politiques primaires ne doit pas faire sous-estimer la solidarité des *dúkowo*, que démontrent non seulement les relations personnelles entre leurs membres (notées ci-dessus), mais également la fidélité de tous les Ewé à certains *patterns* politico-religieux communs à tous les groupes originaires du dernier centre de dispersion, Nuatja.

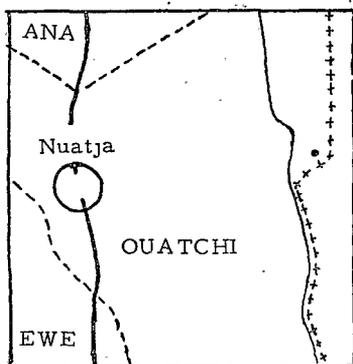


FIG. 5. — Fragment de la carte ethnique des deux Togo, publiée par l'O.N.U. en 1955, montrant la répartition des groupes ewé, ouatchi et ana dans les cantons de Nuatja et Tohoum (Cercle d'Atakpamé).

Le rôle de métropole que joue cette ville (qui n'est actuellement qu'un gros village) ne doit pas être négligé ; il est souligné dans de nombreux textes récents des leaders ewé. Quand Kalipé, le grand roi de Vogan (père du chef actuel) a été coiffé de la couronne *dzegba*<sup>18</sup>, des représentants du roi de Nuatja, les *fiatowo*, lui ont été envoyés. Les Ewé de localités éloignées, telles que Logba (près de la Volta), aussi bien que des régions de Palimé, de Ho ou de Kéta envoient encore des prêtres pour consulter l'*agbogbo*, le *tron* du roi Agokoli qui avait protégé Nuatja contre Béhanzin. De nombreux Ewé émigrés jusqu'au Ghana continuent à venir participer à certaines cérémonies organisées à Nuatja.

Ces faits expriment plus, semble-t-il, la fidélité des Ewé à leur

<sup>18</sup> Même au temps du tyran Agokoli, il y avait vraisemblablement plusieurs dynasties (comme il y en a encore actuellement deux à Ho) correspondant aux différentes tribus établies dans la ville ; les groupes qui émigrèrent par la suite vers le sud (les Anlo aujourd'hui sur la côte du Ghana et les Bé de Lomé) reconnaissaient comme roi Sri, contemporain d'Agokoli.

commune origine (encore récente : l'émigration à partir de Nuatja ne remonte qu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle) que leur obéissance à ce qui pourrait survivre d'une structure monarchique centralisée.

Par ailleurs, le rôle religieux du roi, *fiagan*, semble avoir été toujours limité. Westermann, à propos des Ewé de Glidji, avait insisté sur le fait que « la royauté chez les Ewés n'est pas de nature sacrée. Le roi reçoit son pouvoir des représentants du peuple, et c'est envers eux qu'il est responsable »<sup>19</sup>. La description du cérémonial d'investiture du roi chez les Ewé de la région de Ho par Spieth semblerait au contraire montrer l'importance du rôle joué par les prêtres dans le choix du chef. Et ces faits anciens (toujours contrôlables) sont confirmés par ce que nous avons dit plus haut des fonctions des *tronwa* ou *amegashi* (cf. p. 170). En réalité, il y a chez les Ewé coïncidence des deux pouvoirs temporel et spirituel du fait que le roi est le gardien du culte national (c'est-à-dire de la tribu) que sont chargés d'honorer les prêtres. Ceux-ci délèguent en quelque sorte leur pouvoir au roi, dont l'office est de faire respecter par le peuple la mémoire des ancêtres représentés par leurs trônes devenus sacrés, et par le *tron* consacré au sol de la tribu ; l'office des prêtres étant par ailleurs d'attirer sur l'ensemble de la tribu les bienfaits des divinités supérieures<sup>20</sup>. La superposition de l'autorité européenne a souvent renforcé la séparation des pouvoirs, le roi étant amené à composer avec l'Administration, le prêtre, au contraire, s'en tenant à l'écart. A l'origine, lors de l'établissement des premières colonies d'Ewé venant de Nuatja, le fondateur, c'est-à-dire le *tronfia* qui consacrait l'appropriation de la terre par le groupe, nommait le chef temporel avec l'approbation du village, mais restait le maître de cette terre.

En résumé, ces institutions politico-religieuses traditionnelles, qui restent assez solides, sont caractérisées par la division du peuple ewé en unités politiques distinctes, les *dukowo*, qui s'insèrent toutes dans un « paysage sociologique » commun dont l'homogénéité (en particulier religieuse) laisse s'exercer certaines formes démocratiques de l'organisation politique et du contrôle social, et jouer les liens personnels entre sujets de la même culture ewé.

<sup>19</sup> Il est arrivé que la royauté soit exercée par un prêtre ; c'était le cas vers 1912 chez les Aveno et les Apipwé (Ewé de Gold-Coast) ainsi qu'à Nuatja, dont le roi aurait été également à ce moment le prêtre supérieur du fétiche *agbogbo*. Mais ce n'est pas la règle.

<sup>20</sup> *Ibid.*

*La chefferie et les institutions nouvelles.*

Ces institutions se sont révélées assez souples pour s'articuler avec les structures administratives mises en place par les Européens (c'est-à-dire, successivement, par les Britanniques, les Allemands et les Français).

Les Allemands avaient eu tendance à reconnaître comme leurs intermédiaires avec la population des chefs purement politiques, laissant jouer la coutume lorsqu'elle ne paraissait pas s'opposer à leur Administration ; ils étaient soutenus par l'influence très forte des missions, qui respectaient la culture ewé et ont même contribué à en fixer certains éléments. Les Britanniques ont tenu le plus grand compte de la chefferie traditionnelle<sup>21</sup> ; la *Native Administration Ordinance* promulguée en 1927 en Gold-Coast, qui mentionne le principe de l'*Indirect Rule*, accorda des pouvoirs étendus aux chefs divisés en quatre catégories qui correspondent aux différents degrés de la hiérarchie coutumière : *paramount chiefs*, chefs de division (chef de *dukowo* en pays ewé), chefs de clans et chefs de village<sup>22</sup>. Les autorités britanniques ont été jusqu'à constituer de véritables États ewé, tel que celui d'Anlo<sup>23</sup>.

Un exemple précis, celui du cercle de Lomé, montrera comment l'administration française a organisé l'intégration de la chefferie ewé dans des institutions nouvelles créées à l'échelon des circonscriptions du type canton, subdivision et cercle ; cet exemple permettra ensuite d'exposer comment les leaders actuels du mouvement ewé ont émergé dans le cadre de ces institutions.

On trouvait en 1933 à Lomé un *Conseil des notables* composé des représentants des différents quartiers de la ville ainsi que des chefs des cantons de la subdivision. Il est intéressant d'en donner la liste, car on y retrouve les noms des principaux dirigeants du mouvement nationaliste ewé tel qu'il est aujourd'hui structuré.

<sup>21</sup> Un rapport du *Secretary for native Affairs* de Gold-Coast, datant de 1912, donne le détail de tous les *fia* et *tronwa* traditionnels chez les Awuna, Adan, Akwamu et Agrave, et autres groupes ewé de l'ancienne *Colony*.

<sup>22</sup> La *Native Administration Treasury Ordinance* de 1939 prévoyait même l'établissement de *State Treasuries*. La *Native Authority Ordinance* de 1944 a mis en place un système unifié selon lequel le gouvernement central et les autorités locales constituent deux rouages de l'Administration.

<sup>23</sup> Il ne semble pas cependant que ceux-ci soient encore très stables. Tout récemment, une partie des tribus (*dukowo*) membres de l'Etat d'Anlo ont demandé au Gouvernement d'Accra une révision de leur statut, « afin d'être reconnues comme états indépendants, ainsi qu'elles étaient autrefois ».

1. Représentants des quartiers de Lomé.<sup>24</sup>

Quartier n <sup>os</sup>	Représentant	Collectivité des originaires de
1	Octaviano Olympio	Agoué
2	Prince W. Agbodjan	Porto-Séguro
3	Emmanuel Ajavon	Anécho
4	Théophile Tamakloé	Anlo
5	Timothy Anthony	Somé
6	Yacintho Aguiar	Agoué
7	Félicio de Souza	Anécho
8	Augustino de Souza	Anécho
9		
10	Alfred Acolatsé	Kéta

## 2. Représentants des différents cantons de la subdivision.

Canton	Chef	Nature de son autorité
Afiao	Semekonon	nommé par l'administration
Agbatopé	Simon Maglo	chef politique coutumier ( <i>dufio</i> )
Abobo	Edoh Toffa	chef politique coutumier ( <i>dufio</i> )
Akoviépé	Siabi	chef politique coutumier ( <i>dufio</i> )
Awé	Aléké	chef politique coutumier ( <i>dufio</i> )
Agouévé	Sedjro Tété	chef coutumier ( <i>dufio</i> )
Aképé	Michel Dorkenoo	chef coutumier ( <i>dufio</i> )
Bê	Joseph Aklassou	chef coutumier, fils du <i>tronwa</i> chef de terre
Amoutivé	Abraham Adjallé	
Dekpo	Apéti	chef politique coutumier ( <i>dufio</i> )
Mission Tové	Pedro Sohou	chef politique coutumier ( <i>dufio</i> )

Ces chefs appartiennent à quatre catégories différentes :

a) Les uns sont des chefs coutumiers, à la fois rois et chefs de la terre (*tronfia*) descendants du premier occupant de la terre, prêtre du *vodou* ayant consacré cet établissement ;

b) D'autres sont des chefs également coutumiers, mais dont l'autorité est purement temporelle et politique, tels que les *dufia* choisis par le chef religieux, les chefs de clans et la population ;

<sup>24</sup> La ville de Lomé est de création récente et elle est composée de quartiers groupant chacun des originaires d'autres centres ou régions ewé. Les occupants antérieurs, les Bê, sont groupés dans un canton voisin de la ville actuelle. Cette composition de la ville a vraisemblablement joué un rôle dans la structure du nationalisme par le fait que les chefs qui y étaient des représentants de plusieurs régions ewé, se trouvent tout préparés ainsi à organiser un mouvement de regroupement ewé.

c) D'autres encore sont des descendants des grandes familles « brésiliennes » de la région d'Agoué ;

d) Certains enfin ont été purement et simplement nommés par l'Administration, pour leurs qualités personnelles ou en raison de services rendus. Ils sont en petit nombre.

L'examen des caractéristiques de cette association entre le *leadership* ewé coutumier et les institutions administratives au cours de la période précédant la guerre 1939-1945 montre qu'il n'y avait encore à cette époque aucun facteur de désintégration politique ; les Ewé du Togo français, comme ceux du Togo britannique et de la *Colony* conservaient leurs chefs, et ceux-ci exerçaient une partie de leurs prérogatives dans le cadre de l'organisation administrative nouvelle ; celle-ci était la troisième que connaissait la hiérarchie ewé en l'espace d'une génération ; elle était beaucoup moins structurée que l'organisation politique traditionnelle, qui avait une longue expérience des relations avec les Européens.

Il est donc difficile, quand on considère cette première période de l'administration française au Togo, de parler de rupture entre le système politique ewé et les nouvelles institutions. En fait, ce sont celles-ci qui ont été dès le début moins fortement organisées que la société à laquelle elles étaient censées se superposer.

Les chefs traditionnels n'ont pas échappé, dans la région du pays ewé soumise pendant une génération (de 1884 à 1914), à l'influence des missionnaires allemands, qui ont fixé la langue et développé beaucoup de ce fait la culture et les traditions ewé sur lesquelles s'appuient les institutions politiques coutumières.

De plus, une grande partie d'entre eux, et particulièrement ceux du littoral et de la vallée de la Volta, ont participé aux échanges commerciaux avec les Européens, et cela pendant une longue période<sup>25</sup>, et ont trouvé dans ces relations le moyen d'accroître beaucoup leur puissance, leur richesse et leur prestige, qui leur permettaient de défendre leur tribu contre les tribus voisines. Les rivalités commerciales provoquées par le désir éprouvé par chaque tribu de défendre les privilèges de commerce avec les Européens, renforçaient la solidarité entre les chefs et leur peuple.

Ces deux facteurs ont joué pour que les chefs ewé apparaissent très souvent comme les défenseurs naturels des *dukowo*, rôle qu'ils avaient joué déjà au cours de leurs récentes migrations vers le sud

<sup>25</sup> Les Portugais ont atteint la côte de Gold-Coast en 1474. Dès le début du XVI<sup>e</sup> siècle, le trafic commercial se développa. Vers 1770 la traite portait annuellement sur 35 000 esclaves environ (W. E. F. Ward, *A History of the Gold Coast, Londres*, Allen and Unwin, 1948, p. 82). Le monopole du commerce était entre les mains des états de la côte, en particulier des Anlo.

et l'ouest. Ils expliquent le fait qu'on trouve ces chefs comme leaders naturels du mouvement ewé, ou plus exactement de la société ewé. A cette époque précédant la deuxième guerre mondiale, celle-ci ne ressentait pas encore d'inadaptation aux nouvelles institutions, dont l'incompatibilité avec sa propre organisation coutumière n'apparaissait pas nettement.

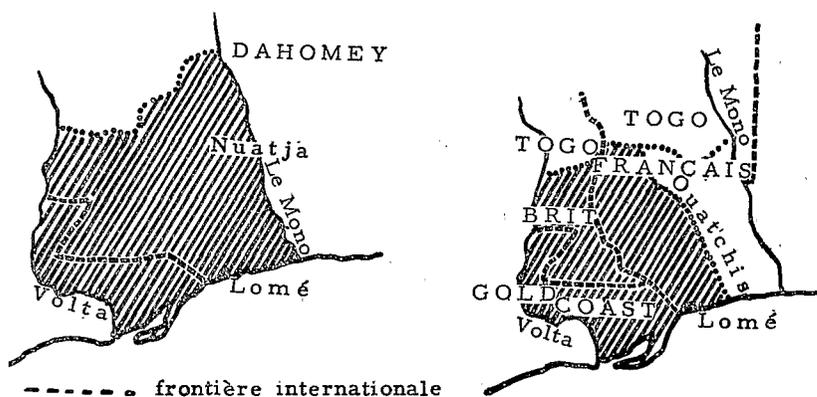


FIG. 6. — Divisions politiques avant et après 1919.

#### *Les débuts du mouvement ewé.*

Pour que celui-ci se manifestât, il était nécessaire que de nouveaux éléments, moins bien adaptés, émergeassent de cette société encore homogène ; ces éléments furent constitués par une élite intellectuelle et une élite de jeunes employés de commerce.

Ceux-ci, éduqués essentiellement par les Allemands et les Anglais, avaient naturellement des difficultés à trouver une place dans la nouvelle administration de langue française. D'autre part, le trafic commercial, en particulier avec la Gold-Coast, se trouvait freiné par l'institution de la frontière entre les deux Togo. En 1933, peu après des incidents sanglants qui avaient éclaté à Lomé, un rapport administratif signalait que « les principaux meneurs appartenaient à la catégorie des employés de commerce ». Ces incidents avaient été provoqués par l'institution de taxes municipales ; ils sont importants, car ils ont marqué une phase essentielle de l'organisation du mouvement ewé. Jusque-là, les leaders coutumiers (représentants des diverses collectivités ewé de Lomé) se trouvaient seuls à la pointe de l'évolution politique du groupe ewé. Or il s'était constitué en 1933 à Lomé, après les élections au Conseil des notables, une assemblée non reconnue officiellement, qui sous le nom

de *duawo*<sup>26</sup> regroupait un certain nombre d'éléments plus jeunes. Ceux-ci semblent avoir joué ainsi le rôle de la *soha* coutumière, c'est-à-dire de fraction dynamique agissant avec l'assentiment du Conseil des notables mais sans que celui-ci compromette son *leadership* vis-à-vis de l'Administration. Ce rôle d'une jeune élite concertant son action avec celle de ces anciens a été repris ultérieurement par la Juvento<sup>27</sup> ; son apparition semble marquer le début d'un mouvement véritablement concerté, d'une organisation du mécontentement ewé, tout au moins au Togo sous tutelle française.

Il est en effet difficile, avant ce moment, de trouver des traces d'un mouvement ewé nettement dessiné dans la masse de la population ; ni pendant l'administration allemande, ni ensuite pendant la période où la plus grande partie du pays ewé se trouva sous administration britannique (de 1914 à 1919)<sup>28</sup>. C'est à 1920 que remonte la première protestation ewé contre le partage du Togo envisagé par la Société des Nations ; encore est-ce seulement le geste d'une petite fraction d'éléments évolués. Pendant l'entre-deux-guerres, l'on ne peut guère noter que quelques manifestations d'un nationalisme pan-togolais encore peu structuré, qui s'exprime surtout par l'activité de leaders de formation anglaise (et quelquefois allemande), intellectuels et commerçants dont la plupart sont d'ailleurs ewé ; c'est le cas des représentants de la tendance « pro-Gold-Coast », et d'autre part d'un groupe de Togolais qui organisa le *Deutsche Togo Bund*, avec l'espoir que les Allemands reviendraient dans un Togo réunifié<sup>29</sup>.

Jusqu'à la guerre de 1939-1945, en résumé, il semble que le système politique ewé, caractérisé par sa décentralisation démocratique au niveau des *dukowo*, n'ait pas été atteint par les différentes administrations coloniales qui, assez peu structurées, lui permettait de jouer normalement dans le cadre des circonscriptions du type

<sup>26</sup> Les *duawo* étaient et sont encore les conseils qui, autour des chefs de *dukowo*, participent à l'élaboration des règles coutumières et veillent à leur application avec le concours de l'armée de jeunes gens (*soha*), laquelle possède voix consultative.

<sup>27</sup> Cf. ci-dessous, p. 182.

<sup>28</sup> A noter qu'avant 1914 de violentes attaques avaient été lancées contre le régime allemand par certains Togolais émigrés à Accra et préconisant les méthodes de colonisation anglaise. Il y avait aussi des Togolais qui réclamaient à ce moment le rattachement de la Volta inférieure (d'Affao à la Volta) au Togo allemand pour ne former avec les Anlo, les Somé et les Ada qu'une tribu ewé sous influence allemande. Il existait de grandes facilités de communication entre les zones anglaise et allemande ; en particulier le commerce était facilité du fait que la monnaie anglaise était acceptée jusqu'à Lomé et la monnaie allemande jusqu'à Kéta.

<sup>29</sup> Ce groupement, dont le siège était à Accra, semble avoir été surtout actif entre 1930 et 1933. Il avait envoyé une pétition et un mémorandum à la S.D.N. en 1931.

canton ou subdivision, ce qui ne favorisait pas la structuration rapide d'un mouvement pan-ewé ni d'un nationalisme pan-togolais caractérisé. En 1941, le Comité de l'Unité Togolaise fut créé. Ses objectifs étaient de « resserrer les liens entre les habitants du Togo sous tutelle administré par la France et de veiller à leur bien-être moral, social et matériel » (art. 2 des statuts). Les fondateurs en étaient les leaders du Conseil des notables de Lomé, qui avaient réuni autour d'eux un certain nombre de chefs coutumiers de l'ensemble du Togo français : Kotokoli, Kabrè, Losso, Bassari, aussi bien qu'Éwé de l'ouest ou de l'est.

La guerre provoqua l'intervention de deux facteurs essentiels.

Le premier fut la fermeture totale de la frontière ouest du Togo français administré par le gouvernement de Vichy, jusqu'en 1941. Les clans (*hlon*) dont on a vu ci-dessus l'homogénéité politique qu'ils conservent malgré la dispersion progressive de leurs membres, et les *dukowo* se trouvaient ainsi souvent divisés. Or dans tout le pays ewé d'intenses courants commerciaux, portant à la fois sur les produits locaux et sur certaines marchandises importées, telles que les tissus, relient toutes ces collectivités. Si certains groupes ewé, tels que les Ouatchi, sont surtout des producteurs, d'autres, tels que les Bê et les Anlo du littoral, sont essentiellement commerçants, et ont une vocation d'intermédiaires remontant à l'arrivée des premiers Européens. D'autres groupes enfin, tels que les Éwé de Ho, Hohoé et Palimé, sont maintenant avant tout producteurs de café et de cacao et consomment des produits vivriers venant des autres tribus ewé. Certains Éwé de la côte, enfin, se consacrent à la pêche<sup>30</sup>. Les différents *dukowo* sont ainsi étroitement solidaires du point de vue économique et la fermeture de la frontière les séparant ne pouvait être que très vivement ressentie dans un grand nombre de famille ewé<sup>31</sup>.

<sup>30</sup> Il existe par exemple un marché du poisson séché qui couvre toute la région comprise entre le littoral et la limite nord du cercle d'Atakpamé, la Volta et le Bas-Mono. Le rôle de la femme ewé dans le commerce régional est considérable, et l'influence qu'elle joue sur le plan économique lui donne un grand poids dans l'opinion publique. Les revendeuses du marché de Lomé constituent une partie des meilleures troupes des partis d'opposition. Ce rôle des femmes est à rapprocher de leur situation dans l'organisation familiale et clanique, dans la transmission de la propriété, et en particulier, dans la segmentation du lignage paternel dont elles sont le facteur, comme dans de nombreuses populations du golfe du Bénin.

<sup>31</sup> Il y a incontestablement une région économique homogène constituée par le sud des deux Togo et le sud-est du Ghana. La frontière de Gold-Coast, tracée de telle sorte que, descendant vers Lomé, elle détermina le « triangle de la Volta », fut la source des difficultés économiques qui contraignirent les Allemands et les Britanniques en 1894 à établir une union douanière pour les territoires situés à l'est de la Volta. La ville de Kéta située dans ce triangle

Dé plus, un « effort de guerre », qui se prolongea jusqu'à la fin de celle-ci, fut demandé aux populations du sud qui, frustrées dans leur système économique coutumier du fait de l'arrêt du commerce entre les différentes régions ewé, durent au surplus satisfaire à des réquisitions (en particulier d'huile de palme et de maïs, dont elles faisaient jusque-là elles-mêmes le commerce). L'émigration vers la Gold-Coast, déjà notable avant la guerre, prit à ce moment des proportions assez grandes. Elle se poursuit d'ailleurs encore actuellement, touchant les jeunes<sup>32</sup>.

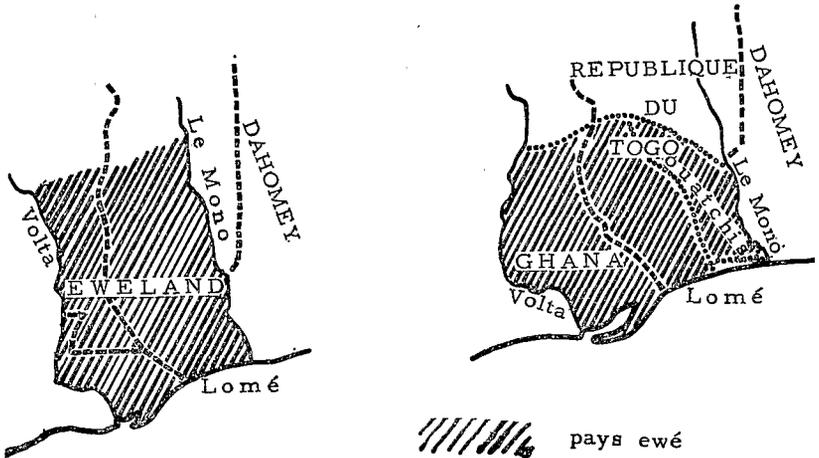


FIG. 7. — A gauche, Eweland d'après la *All Ewe Conference* ; à droite, situation actuelle.

Ces deux facteurs ont joué au niveau de tous les groupements locaux ewé, dans la masse de la population. Les leaders du mouvement pan-ewé qui s'est développé à partir de 1945 ne sont cependant pas sortis de cette masse villageoise.

#### LA STRUCTURATION DU MOUVEMENT EWÉ

Depuis plusieurs années existait à Accra une *Ewe Union*, transformée en *Ewe Unionist Association* lorsque le 9 juin 1949, la réu-

étant devenue le port naturel du Togo, les commerçants allemands avaient proposé à leur gouvernement de céder l'île de Samoa en échange du triangle de la Volta.

<sup>32</sup> L'étude de ces mouvements migratoires, actuellement en cours, fera l'objet de publications du Conseil supérieur des Recherches sociologiques Outre-Mer. Ils portent sur une fraction notable de la population (de 10 à 15 % par exemple chez les Ewé de Palimé). Dès 1946, le Gouvernement français avait chargé le nouveau député (ewé) du Togo de visiter en Gold-Coast les colonies d'émigrés, pour étudier les modalités de leur retour dans leurs régions d'origine ; cette mission resta sans suite.

nion d'une *All Ewe Conference* se tint à Accra<sup>33</sup>. Les délégués, venus du Togo sous mandat britannique, du Togo sous mandat français et de la région ewé de Gold-Coast, décidèrent de « mettre sur pied une organisation pour coordonner et diriger les efforts du peuple ewé vers l'unification du territoire ewé sous une administration unique ». Cette réunion venait après une résolution, traitant du problème ewé, adressée au Gouvernement de Gold-Coast en février 1946 et signée par les délégués de nombreux groupements ewé<sup>34</sup>.

En 1943, sous l'impulsion d'un groupe de membres de l'enseignement, avait été créé au Togo britannique le *Togoland Congress*, tendant à unir les deux Togo, par crainte des Ewé de Gold-Coast ; crainte due à l'inégal développement de l'enseignement dans les deux régions, mais qui est aussi le prolongement de l'ancienne rivalité entre les différents groupes ewé du littoral (Anlo) maîtres de la basse vallée de la Volta, et qui avaient le monopole du commerce. Ces luttes s'étaient d'ailleurs traduites par l'alliance des Anlo avec les Ashanti contre les Ewé de la région de Kpandou-Ho-Hohoe. La *Togoland Union* (qui devint en 1951 le *Togoland Congress*) demanda l'unification des deux Togo et l'indépendance « le plus rapidement possible ».

En 1946, deux partis se formèrent au Togo français. L'un était nouveau : le Parti Togolais du Progrès (P.T.P.), créé par le Dr Pédro Olympio pour participer aux élections organisées par l'administration française. L'autre existait déjà depuis 1941 mais n'avait pas la structure d'un parti : le Comité de l'unité togolaise<sup>35</sup> ; il fut reconstitué en 1946 avec un nouveau bureau, hostile au début à

<sup>33</sup> Le 31 décembre 1945, une résolution avait déjà été signée par un groupe de vingt-six Ewé résidant en Gold-Coast, et demandant la réunification du pays ewé sous une administration britannique.

<sup>34</sup> *The Nafrico Progress League, The Ewe Benevolent Association, The Anyaco Union, The Some Union, The Ewe Speaking Catholic Union, The Anécho Union, The Agome Palime and District Union, The Adji Union, The Glidji Union, The Zowla Union, The Ewe Speaking Society, The Novisiléle Habobo, The Ewe Charity Union, The Togoville Union.* — On retrouve dans ces noms de nombreuses localités du Togo sous mandat français et ce fait n'est pas étonnant, si l'on se réfère aux chiffres donnés plus haut concernant l'importance des colonies d'émigrés ewé dans les différentes régions de Gold-Coast. Outre ces associations, on trouve actuellement en Ghana de nombreuses associations d'originaires d'une localité ou d'une région du Togo, groupements comparables à ceux que l'on trouve dans tous les milieux d'émigrés, particulièrement en Afrique où ils apparaissent à beaucoup d'observateurs comme une preuve du tribalisme. Terme qu'il ne faut pas se hâter d'utiliser, car ces sociétés d'émigrés, comme l'évolution du mouvement ewé le montre, peuvent être les éléments dynamiques d'un nationalisme sortant du cadre du groupement tribal.

<sup>35</sup> Présidé en 1941, par T. W. Tamakloé, membre influent du Conseil des notables de Lomé. En 1946, les principaux leaders sont également d'anciens notables toujours suivis : Augustino de Souza, J. Savi de Tové, Sylvanus Olympio.

toute participation aux élections. En effet les leaders ewé, s'ils avaient dominé les institutions plus administratives que politiques établies avant la guerre au niveau du canton ou du cercle, se sentaient moins sûrs de pouvoir conserver le contrôle d'institutions du type parlementaire, beaucoup plus distinctes du système politique coutumier décentralisé et rattachées directement à la métropole. Et de plus, les premières élections (à l'Assemblée constituante de 1946) étaient communes au Togo et au Dahomey, un seul représentant étant désigné pour les deux territoires. Cette tentative de renouveler l'union administrative Togo-Dahomey ne pouvait que déplaire aux leaders ewé<sup>36</sup>.

#### DU MOUVEMENT PAN-EWÉ AU NATIONALISME TOGOLAIS

En 1946, tous les éléments étaient ainsi réunis pour qu'un mouvement ewé pût se développer : une chefferie solide à la tête de laquelle se placent les leaders instruits ayant trouvé leur place dans les premières institutions politico-administratives ; une opinion publique susceptible de s'exprimer au sein de groupements du type parti. De fait, dans les années qui ont suivi la guerre, le mouvement ewé put se développer en utilisant, même, les nouvelles institutions du type parlementaire mises en place par l'autorité administrante au Togo français. Les membres de l'élite politique locale, presque tous ewé, furent mandatés par la voie du suffrage populaire (restreint)<sup>37</sup> à l'Assemblée représentative élue en 1947, dont ils constituèrent la majorité agissante ; les parlementaires chargés de représenter le Togo dans les assemblées métropolitaines étaient également parmi ces leaders ewé. Le Gouvernement français constatait en 1947 : « Le Parti de l'Unité togolaise... qui a remporté des succès considérables aux dernières élections... paraît recevoir l'adhésion passive ou active d'une grande partie de la population du Territoire<sup>38</sup>. »

<sup>36</sup> Le Mouvement de la jeunesse togolaise (Juvento) a été fondé en 1951 par un groupe de jeunes. Son leader est M<sup>e</sup> Santos, qui s'est opposé très vivement à cette union, alors qu'il était encore étudiant à Paris. Il représente toujours la Juvento à l'O.N.U.

<sup>37</sup> Il n'y a pas encore eu d'élections au suffrage universel au Togo sous tutelle française. En 1946, 9 571 électeurs inscrits désignèrent le représentant du Togo à l'Assemblée Nationale. Il est naturellement difficile dans ces conditions de parler de l'expression d'une « opinion publique ». En fait à ce moment, celle-ci continue à s'exprimer par l'intermédiaire des chefs coutumiers et des leaders représentant les collectivités locales.

<sup>38</sup> Mémoire des Gouvernements français et britannique sur les pétitions de la *All Ewe Conference* aux Nations Unies. *Journal Officiel du Territoire du Togo*, 28<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 598, 16 décembre 1947, p. 1088.

Il en était de même au Togo sous tutelle britannique, où le développement des institutions locales, conférant aux autorités coutumières de plus en plus de pouvoirs, ne s'opposait pas non plus au mouvement ewé, le favorisant même. Lorsque des pétitions sont envoyées à l'O.N.U., le Gouvernement du Royaume-Uni remarque que « dans chaque cas on trouve la signature du Paramount Chief ou du Chef de division... Si on demandait aux Ewé du Togo Britannique et de la Gold-Coast leur avis sur les termes de la convention établie par leurs chefs, il est probable qu'ils donneraient une réponse affirmative »<sup>39</sup>.

Ce mémorandum exposait en fait autant le problème du partage des deux Togo que celui de la division des Ewé. Cette confusion fut soulignée par la *All Ewe Conference*, au moment où une commission consultative franco-britannique fut constituée pour appliquer les conclusions du mémorandum commun et répondre aux recommandations du Conseil de tutelle<sup>40</sup>. Mais le Comité de l'unité togolaise participa aux réunions de la commission mixte, en la personne de M. Sylvanus Olympio, alors vice-président du parti, et également président de l'Assemblée représentative. Le C.U.T. apparaît ainsi à ce moment à la fois comme l'un des éléments du mouvement pan-ewé et comme le seul élément dynamique du nationalisme pan-togolais au Togo sous tutelle française.

L'ajustement interne du mouvement ewé fut rendu surtout difficile par l'existence au Togo britannique du *Togoland Congress* qui continua à demander l'unification du Togo, craignant que l'unification des Ewé se fit surtout à l'avantage de ceux de Gold-Coast. Une partie du *Togoland Congress* seulement accepte de participer aux travaux de la commission mixte (représentée par M. Asaré, buem et non ewé). L'opposition entre unificationnistes (soit des deux Togo, soit du peuple ewé seulement) et intégrationnistes (à la Gold-Coast) se fait sentir ainsi dans la zone administrée par la Grande-Bretagne (Gold-Coast et Togo sous tutelle) ; alors qu'au Togo sous tutelle française cette bi-partition n'existant pas, il y

<sup>39</sup> Mémorandum, *ibid.*, p. 1088-1089.

<sup>40</sup> Au nombre de tous les facteurs qui ont permis au mouvement unificationniste de se développer, on peut citer : la méfiance ressentie par les fermiers (du Togo britannique) devant le contrôle exercé par le *Cocoa Marketing Board* ; la crainte de certaines minorités ethniques devant la domination d'éléments plus évolués de Gold-Coast ; la réserve des chefs devant les éléments modernistes du parti de K. Nkrumah (cf. J. S. Coleman, « Togoland », in *International Conciliation*, Sept. 1956, n° 509, p. 36). Dans la zone britannique, le rôle des chefs, dans le mouvement ewé, tendait à s'opposer à celui de l'*intelligentsia* de Gold-Coast, qui a toujours été plutôt en faveur de l'intégration. Certaines résolutions de la *All Ewe Conference* ne furent signées que par les chefs, telle celle qui, en 1948, souligna la nécessité de poursuivre la lutte pour l'unification des Ewé, et qui porte la signature de 123 chefs ewé (6<sup>e</sup> session de la *All Ewe Conference* à Palimé).

avait homogénéité du bloc ewé et des leaders (ewé) du mouvement nationaliste togolais.

Le mouvement ewé se développait ainsi en nationalisme pan-togolais pour deux raisons : au Togo sous tutelle française, les leaders ewé étaient également les leaders politiques et pouvaient avoir l'espoir de dominer les institutions parlementaires nouvelles ; au Togo sous tutelle britannique, les chefs ewé, suivis par la population, se tournaient vers les Ewé de la zone française, et vers les leaders dont le nationalisme togolais leur semblait faire contrepoids avec celui, ghanéen, du C.P.P.

### LE TOURNANT DE 1951

Ce mouvement que l'on peut appeler ewé-togolais devait cependant faire face ensuite à de difficiles problèmes d'ajustement externe à une société globale en rapide transformation. Le C.U.T. manifestait un dynamisme qui parut bientôt dangereux à l'administration française. D'autre part, la Gold-Coast évoluait vers l'indépendance.

A la fin de 1950, il apparut que la commission consultative franco-britannique, bien qu'élargie, se trouvait dans une impasse ; le C.U.T. s'abstint de s'y faire représenter, considérant qu'elle ne deviendrait jamais le noyau d'institutions communes et d'un gouvernement togolais unifié. Le Parti Togolais du Progrès, encouragé par l'administration du Togo sous tutelle française, remplaça le C.U.T. à l'Assemblée représentative élue en 1951 ; la même année, le leader du P.T.P. fut élu comme député du Togo à la place du candidat du C.U.T.<sup>41</sup>

C'est en juillet de la même année que M. Nkrumah fit une importante déclaration sur le problème ewé, annonçant son intention de développer considérablement la « cipation » de la région de la Trans-Volta (c'est-à-dire la région ewé)<sup>42</sup>. Un ensemble de mesures administratives resserrèrent à partir de ce moment les liens du pays ewé avec le Gouvernement d'Accra<sup>43</sup>.

<sup>41</sup> M. M. Aku ne recueillit que 10 268 voix contre 16 255 à M. Grunitzky. En 1955, celui-ci obtint la quasi-totalité des 157 580 suffrages exprimés, sur 190 000 inscrits. (Le corps électoral de l'ex-Togo français est d'environ 570 000 individus dont 305 000 hommes.) Même aux dernières élections, donc, le collège électoral était limité.

<sup>42</sup> « La cipation de l'ensemble de la Trans-Volta est la seule solution au problème de l'Unification ewé », déclara l'Honorable Kwame Nkrumah à un rassemblement des chefs et de la population qui désiraient savoir comment ils pourraient résoudre la question de l'unification (in *Accra Evening News*, 26 juin 1951). Un porte-parole du C.P.P. déclara : « Le C.P.P. va prendre en main l'unification du Togo. Le C.P.P. a maintenant comme but les États-Unis d'Afrique » (*Daily Graphic*, 3-7-51).

<sup>43</sup> La Région administrative Trans-Volta-Togoland fut organisée en 1952 ;

Cette évolution, liée à l'influence croissante du C.P.P. en Gold-Coast, fut marquée en 1954 par un revirement de certains leaders ewé de la *All Ewe Conference*, et particulièrement de K. A. Gbedemah, ministre des Finances du cabinet Nkrumah, jusque-là signataire des principales résolutions du mouvement ewé de Gold-Coast, qui se déclara, devant la 4<sup>e</sup> Commission du Conseil de tutelle, résolument partisan de l'intégration des Ewé et du Togo sous tutelle britannique à une Gold-Coast indépendante, la Grande-Bretagne se déclarant par ailleurs prête à prononcer cette autonomie. Aux élections de 1956, le C.P.P. obtint dans les circonscriptions ewé de l'ancienne *Colony* (Kéta-Ada) une majorité très nette, les Anlo et autres Ewé de Basse-Volta continuant à rester attirés par l'aspect moderniste du gouvernement C.P.P.

Par ailleurs, l'évolution politique du Togo sous tutelle française ne favorisait pas non plus les ambitions du mouvement pan-ewé ou pan-togolais, la tendance de l'administration française étant au contraire de précipiter l'insertion du Togo dans l'Union française. En 1957, le Ghana a intégré l'ancien Togo britannique<sup>44</sup>. Et la crainte souvent manifestée par les leaders de la *All Ewe Conference* de voir la France consacrer la division des deux Togo s'est trouvée confirmée par la création, en octobre 1956, de la République Autonome du Togo. Le référendum qui suivit limita le choix proposé à deux solutions : le maintien de la tutelle ou la mise en vigueur du nouveau statut du Togo, excluant la possibilité de l'indépendance en dehors de l'Union française. Or c'était là, et c'est encore, l'objectif du mouvement ewé-togolais, qui ne manifesta son opposition que par un mot d'ordre d'abstention. Comme le montre le tableau ci-après, celui-ci fut suivi dans les circonscriptions électorales purement ewé (Palimé, Tsévié, Lomé)<sup>45</sup>.

elle comprend cinq districts (Jasikan, Kpando, Ho, Tongu, Kéta) relevant d'un *Regional Officer* à Ho. En même temps, les *Natives Authorities* firent place à des *Local Councils* et des *Districts Councils* composés d'un tiers de membres élus par les chefs et deux tiers de membres élus au suffrage universel. En 1953, le *Trans-Volta Togoland Council* fut formé ; il comprend trente-neuf membres élus indirectement à raison de un par *Local Council*. Également à ce moment, le Gouvernement d'Accra affecta 1 million de livres sterling au développement de la région.

<sup>44</sup> A la suite d'un plébiscite qui permit aux partisans de l'intégration à la Gold-Coast de recueillir 58 % des votes, contre 42 % aux unificationnistes. Mais il faut souligner qu'une partie de ceux-ci n'avait ainsi protesté que contre l'intégration à une Gold-Coast à gouvernement centralisé. La preuve en est qu'aux élections de 1956, le C.P.P. obtint une majorité de 73 %, très supérieure.

<sup>45</sup> Le cas de la circonscription électorale d'Anécho est particulier. Il s'y trouve un grand nombre de Ouatchi qui sont de purs Ewé, mais qui ont un statut socio-culturel et socio-économique très inférieur à celui des Mina ; ceux-ci constituent l'élément évolué, et les Ouatchi subissent le prestige de cette élite. Or celle-ci s'est imposée, non seulement dans son habitat, mais

	% d'Ewé (1)	% de votants (2)	% de oui (3)
Palimé .....	92,7	14,3	24,9
Tsévié .....	90,8	18,4	27,3
Lomé .....	77,7	10,6	17,7
Anécho .....	68,1	35,1	58,2
Atakpamé .....	9,6	29,6	53,9
Sokodé .....	0,3	43,8	78,4
Bassari .....	0,2	32,5	56,5
Lama Kara .....	0,1	35,8	66,6
Mango .....	0,1	34,8	53
Dapango .....	/	40	53,1

(1) Par rapport à la population totale.

(2) Suffrages exprimés par rapport à la population totale.

(3) Votes favorables au nouveau statut de la République du Togo par rapport à l'ensemble du corps électoral.

### CONCLUSION

Le mouvement ewé a indéniablement un but précis, que ne doit pas dissimuler les formes diverses qu'il a dû prendre pour tenter de s'adapter à un environnement global mouvant ; sa doctrine a été définie : c'est « l'ablodéisme », c'est-à-dire la poursuite de la liberté (du terme ewé *ablodé*, liberté) : « l'ablodéisme est la liberté de se gouverner soi-même ; la volonté de créer une nation togolaise qui comprendrait tous les groupes ewé... c'est le combat national pour la libération de tous les Togolais du régime colonial »<sup>46</sup>. Après avoir exposé plus haut les conditions dans lesquelles il a pu se former, sur la base des structures traditionnelles ewé, nous résumerons pour conclure les caractéristiques actuelles de ce mouvement, et ses modalités d'insertion dans le contexte global.

1. Le mouvement ewé, représenté par des groupements du type parti (Togoland Union, Comité de l'Unité Togolaise, Juvento,

dans l'ensemble du Togo, où elle constitue la majorité des cadres moyens et supérieurs, l'élite ewé étant souvent par ailleurs, comme nous l'avons noté plus haut, émigrée. Les Mina ont une longue tradition d'intermédiaires avec les Européens ; on les trouve à un grand nombre de postes administratifs dans le gouvernement actuel de la République du Togo. Ils sont donc tout naturellement favorables au régime actuel de transition entre le colonialisme et l'indépendance. Et les Ouatchi du cercle d'Anécho, par peur de passer pour des « paysans » (c'est d'ailleurs la signification de ce nom), ont tendance à suivre l'exemple qui leur est donné par les Mina, dont ils sont un peu jaloux. De plus, la chefferie, chez les Ouatchi, du fait de leur situation de cultivateurs moins évolués, conserve une certaine rigidité qui influe sur leur opinion. Un roi comme le *fiô* Kalipe a actuellement une autorité considérable sur ses sujets.

<sup>46</sup> F. A. Dyke, *Togoland To-day*, Accra, 1954, p. 32.

Mouvement de la jeunesse togolaise), s'appuie d'une part sur la chefferie coutumière encore très organisée et solide — particulièrement dans l'ancien Togo britannique —, d'autre part sur les jeunes classes d'âge de commerçants, employés, ainsi que sur les éléments scolarisés n'ayant pu trouver de débouchés professionnels (particulièrement au Togo français)<sup>47</sup>, enfin sur la masse elle-même de la population ewé qui reconnaît ces leaders. La superposition de l'appareil de parti aux structures politiques traditionnelles s'effectue, dans de très nombreux cas, sans heurts ; c'est ainsi que dans le pays ewé les *dufia* ou *fiagan* (chefs des *dukowo*) sont membres des comités locaux du C.U.T. ou du *Togoland Congress*, et qu'il y a interpénétration des hiérarchies coutumières et des cadres politiques nouveaux.

Entre la jeune élite, dont la principale structure politique est la Juvento, et la chefferie, la scission pourrait être plus nette ; mais l'organisation coutumière permet de faire la part des deux tendances (l'une donnant à son nationalisme et à son désir d'indépendance une orientation plus activement opposante que l'autre<sup>48</sup>. Les divergences entre générations et entre strates socio-économiques ne se peuvent manifester vraisemblablement que si, le mouvement ewé-nationaliste étant parvenu au pouvoir, se posaient les problèmes soulevés par certaines réformes jugées indispensables par les jeunes éléments évolués (par exemple, réforme agraire, institution de conseils de circonscription, etc.). C'est d'ailleurs ce qui commence à se produire dans certaines régions ewé du nouveau Ghana.

2. Le fait que cet ajustement interne se soit réalisé (peut-être provisoirement), dans la partie française du pays ewé surtout, explique en partie une autre caractéristique du mouvement ewé-togolais, qui est l'absence de personnalité charismatique parmi ses leaders. Il ne semble pas que le jeu d'institutions nouvelles (telles que les assemblées locales) ait été conditionné par l'apparition de fonctions charismatiques, le système politique traditionnel des Ewé permettant normalement l'émergence de représentants démocratiquement choisis. Il faut souligner que les plus marquants d'entre eux appartiennent à une strate socio-économique élevée,

<sup>47</sup> Il est impossible d'exposer ici, faute de place, le problème constitué par l'émigration de nombreux jeunes Togolais instruits vers d'autres territoires d'Afrique occidentale ou équatoriale. Notons seulement que cet exode d'éléments instruits, dû à l'absence de débouchés professionnels et également à l'attitude politique de ces jeunes, devant le gouvernement actuel du Togo, constitue un élément important de l'évolution future de la jeune république, qui manque de cadres moyens et supérieurs alors qu'elle en fournit à d'autres territoires.

<sup>48</sup> Voir plus haut le rôle de la *soha* (« armée des jeunes gens ») dans l'organisation coutumière ewé.

ayant joué depuis longtemps le rôle d'intermédiaire entre les Européens et la population (anciennes familles « brésiliennes » en particulier) ; cette acculturation des grands leaders ewé les a fait considérer tout naturellement comme représentants qualifiés du mouvement, tant au sein des institutions parlementaires nouvelles (assemblées locales) que dans les assemblées internationales. A l'échelon des communautés locales du type *duko*, les chefs conservent leurs prérogatives, qu'ils ne font que déléguer aux leaders du type parlementaire.

3. Ce fait semble également lié au caractère non prophétique des manifestations du mouvement ewé-nationaliste. Son opposition, à cet égard, avec les mouvements politico-religieux de l'Afrique bantoue est extrêmement nette. L'influence très profonde des missions protestantes allemandes dans une grande partie du pays ewé s'est ajoutée certainement au fonctionnement normal de la hiérarchie coutumière, jouant dans le sens de l'apaisement beaucoup plus que dans celui du messianisme<sup>49</sup>. Il faut en effet tenir compte de l'action des missionnaires allemands qui ont contribué de façon décisive à fixer la langue ewé et à la diffuser, contribuant ainsi à maintenir un équilibre culturel qui a également été soutenu par le système allemand, puis surtout britannique, d'administration indirecte.

Cette absence de mouvement prophétique peut également s'expliquer par une meilleure intégration des Ewé à la société globale. Plus de la moitié des Ewé sont maintenant citoyens du Ghana indépendant ; avant l'accession de la Gold-Coast à l'autonomie, les changements successifs d'administration auxquels les Togolais ont assisté (les habitants du Togo français ont changé trois fois de langue officielle en l'espace de six ans) leur ont montré que de nouveaux changements dans leur statut administratif et politique étaient concevables à l'échelle d'une vie d'homme. Enfin, les Ewé se sont déjà trouvés au pouvoir (dans les premières années de l'après-guerre), s'adaptant parfaitement aux institutions nouvelles. Tous ces facteurs ont joué contre la transposition dans le domaine utopique d'aspirations parfaitement réalisables.

Ce caractère très pacifique et réaliste de la doctrine politique a son corollaire dans le principe de non-violence dont se réclament certains leaders ewé et qui se reflète également dans les journaux

<sup>49</sup> Il n'est pas inutile à ce sujet de noter la participation très active de nombreux Ewé christianisés au mouvement et l'appui que lui donnent des prêtres tels que le pasteur Baeta. La plupart des sessions de la *All Ewe Conference* ont été placées sous la bénédiction de représentants du clergé, en particulier de protestants formés par la mission de Brême, qui a pénétré le pays ewé depuis 1848.

et les mots d'ordre du mouvement ; cette non-violence est également sensible dans le calme où se sont manifestées les revendications ewé depuis plusieurs années, et dans lequel se sont déroulées la plupart des consultations électorales.

4. Le mouvement ewé est devenu un nationalisme togolais. Déjà le C.U.T. au moment de sa formation, en 1941, se présentait comme un parti d'union de tous les groupes ethniques du Togo ; des chefs importants du centre ou du nord du Togo français faisaient à ce moment partie du mouvement, certains d'entre eux signant également les résolutions unificationnistes dans les années qui ont suivi la dernière guerre. L'opposition des « gens du nord » et des « gens du sud » est classique dans tous les territoires d'Afrique tropicale ; elle n'est plus toujours exacte dans la mesure où les populations de l'intérieur développent leurs relations avec la société globale et partagent certaines réactions avec les groupes du littoral plus évolués politiquement. Le *leadership* de ceux-ci peut être admis (peut-être temporairement) ; le mouvement nationaliste, au Togo, bien que conduit par les Ewé, peut répondre à certaines aspirations de groupes du nord, les uns soumis à d'autres groupes conquérants, les autres très ouverts à l'environnement du fait de leurs mouvements migratoires<sup>50</sup>. Il n'y a aucune véritable tradition d'hostilité entre les Ewé et les populations du nord, les Ewé n'ayant jamais été eux-mêmes des chasseurs d'esclaves, ceux de l'intérieur ayant même fait souvent eux-mêmes les frais de la traite<sup>51</sup>.

5. La doctrine du nationalisme ewé-togolais est très clairement centrée sur le désir d'indépendance politique vis-à-vis de la France ; les leaders de la *All Ewe Conference* se sont prononcés contre l'intégration au Ghana parce qu'ils y voyaient la justification pour la France de l'intégration du Togo à l'ancienne Union française. Comme on l'a remarqué, « il est tout à fait possible que les anciens unificationnistes du Togo anglais s'accommodent en fin de compte de constituer une partie du nouvel état de Ghana. Il est tout à fait improbable que les unificationnistes du Togo français s'accommodent jamais d'être une part de l'Union française »<sup>52</sup>. Cette influence du

<sup>50</sup> C'est le cas des Kabrè et Losso du Togo du Nord, qui émigrent en masse vers le sud et vers le Ghana, où ils sont souvent bien intégrés. Ces migrations provoquent un affaiblissement de la chefferie beaucoup plus sensible que chez les Ewé. L'étude de ce processus est faite dans le cadre d'un travail en cours sur les migrations.

<sup>51</sup> Les groupes du nord du Togo avaient plus à craindre les razzias des cavaliers djerma et zamberma.

<sup>52</sup> J. S. Coleman, « Togoland », *International Conciliation*, n° 509, Sept. 1956, p. 89. — On a souvent employé le terme de tribalisme à propos de l'opposition apparaissant entre les Ashanti ou les Ewé du Ghana et le gouvernement

Ghana et cette opposition à toute intégration à l'ancienne Union française sont un élément important du nationalisme ewé-togolais. Elles peuvent s'expliquer par tous les facteurs ci-dessus exposés (communauté familiale, des institutions politiques, des pratiques religieuses avec les groupes du Ghana oriental), mais surtout par la complémentarité économique du Togo et du Ghana. En particulier, l'intégration de l'ancien Togo britannique avait été considérée comme l'une des conditions préalables de réalisation du *Volta River Project* ; nous avons montré plus haut quelques aspects de cette complémentarité qui se manifeste également par l'importance des migrations orientées vers le Ghana et que confirme l'étude des relations commerciales entre les deux pays<sup>53</sup>.

Le mouvement ewé apparaît ainsi, en conclusion, comme ayant évolué vers un nationalisme togolais auquel se pose le problème de son ajustement à un environnement dont l'élément le plus dynamique semble être le nouveau Ghana. Son aptitude à s'adapter aux institutions du type parlementaire mises en place par l'Administration dont il a constitué l'élément majoritaire jusqu'au moment où il a cru devoir décider de s'abstenir, en a tôt fait un mouvement politiquement très évolué. Le problème le plus aigu qui lui sera posé sera vraisemblablement celui de son ajustement à l'évolution du Ghana voisin, dans le cas où un système fédéral, agréé par les 160 000 Ewé de l'ancien Togo britannique permettra à ceux-ci de s'intégrer parfaitement dans l'ensemble politique et économique dont les 430 000 Ewé de l'ancienne Gold-Coast sont déjà un élément acquis en grande majorité au gouvernement de Kwame Nkrumah. Les Ewé de l'actuelle République du Togo, qui constituent l'élite politique de ce territoire, resteront-ils à la tête d'un mouvement nationaliste togolais ? Comment celui-ci s'ajustera-t-il à l'évolution du Ghana ? Comment les Ewé de ce pays réagiraient-ils devant l'éventuel succès de ce mouvement nationaliste, telles sont les questions qu'il faut poser pour conclure.

de M. Nkrumah. Mais ces mouvements ne semblent être en réalité qu'une tendance au fédéralisme, susceptible de répondre mieux aux possibilités actuelles d'intégration des groupements régionaux. Les partisans de la séparation du Togo britannique n'étaient pas tous opposés à une union ultérieure avec la Gold-Coast, à condition que ce fût dans un système fédéral, mais ne pouvaient exprimer cette opinion dans le cadre du choix qui leur était proposé par le plébiscite. Il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance des voix obtenues par le C.P.P. dans la région ashanti lors des élections de 1956.

<sup>53</sup> La balance commerciale de la République du Togo avec le Ghana s'est soldée en 1956 par un déficit de 363 millions de francs. CFA représentant la moitié de l'ensemble des échanges du Togo avec l'extérieur (la France exceptée).

*Note.* — Depuis qu'ont pris fin les recherches exposées ici, l'évolution du mouvement ewé, des partis politiques togolais et des structures administratives s'est poursuivie rapidement, le C.U.T. redevenant parti de gouvernement lors des élections du 27 avril 1958 (190 200 voix sur 317 669 votants). Le Togo sera indépendant en 1960. Il ne nous a cependant pas semblé utile de retoucher le texte élaboré en 1957. Certains problèmes qu'il évoque demeurent actuels, et en particulier ceux qui paraissent déjà essentiels voici deux ans : l'appui fourni par l'organisation politique ewé traditionnelle au C.U.T. est le soutien du gouvernement togolais, les relations entre Ewé du Ghana et du Togo (politiques et économiques) continuent à déterminer les formes prises par le nationalisme ewé-togolais et, en particulier, à favoriser l'existence d'une tendance progressiste (la Juvento), soucieuse de régler le problème des relations avec le Ghana et d'aborder celui de la réforme de la chefferie.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bertho, J., « La parenté des Yorubas aux peuplades de Dahomey et Togo », *Africa*, 19 (2), avril 1949, pp. 121-132.
- Coleman, J. S., « Togoland », *International Conciliation*, 509, sept. 1956, 91 p. [New York, Carnegie Endowment for International Peace].
- Ellis, A. B., *The Ewe-speaking people*, London, Chapman & Hall, 1890.
- Herskovits, M., *Dahomey*, New York, J. J. Augustin, 1938, 2 vol.
- Kwakume, H., *Précis d'histoire du peuple ewé (Evhé)*, Lomé, Imprimerie de l'École professionnelle, 1948.
- Spieth, J., *Die Ewe-Stämme*, Berlin, D. Reimer, 1906.
- Ward, W. E. F., *A history of the Gold Coast*, London, Allen & Unwin, 1952, 2<sup>e</sup> éd.
- Westermann, D., *Der Glidyí-Ewe in Togo*, Berlin, 1935.
- Organisation des Nations Unies, *Rapports du Conseil de tutelle*.

---

Journaux, publications diverses du mouvement ewé.

*Le Guide du Togo*. Fondé en 1935 à Lomé par M. J. Savi de Tove.  
Sa publication, interrompue pendant la guerre, a repris ensuite irrégulièrement pendant quelques années.  
Ne paraît plus depuis 1949.

*The Ewe News-Letter*. Publication mensuelle fondée par D. A. Chapman à Accra en mai 1945.  
Ne paraît plus depuis 1948.

Plusieurs petites feuilles d'information sont publiées par le C.U.T. et la Juvento à Lomé ; leur tirage est très restreint (500 à 1 000 ex.).

La *All Ewe Conference* a publié et publie encore de petits opuscules édités à Accra (extraits des débats du Conseil de tutelle ou de l'Assemblée générale des Nations Unies relatifs à la question ewé ou au problème du Togo ; déclarations et discours des leaders ewé).